



Ce comité de suivi des examens a pour objet essentiel le calendrier académique dans le cadre très contraint fixé par le ministère, avec, pour le baccalauréat général, des dates d'écrit et de grand oral très rapprochées alors qu'il était possible d'espacer davantage sur le mois de juin. Nous espérons que l'introduction d'une nouvelle épreuve scientifique anticipée et terminale à la session 2025 sera l'occasion de remettre à plat ce calendrier. Il n'en reste pas moins que pour la FSU, c'est toute la réforme du lycée et du baccalauréat qu'il faut revoir : depuis son application, le ministère bricole, ajoutant sans cesse des plâtres sur une jambe de bois sans admettre que si on en est là, c'est que rien ne va dans cette réforme. Mais nous restons optimistes, lorsque nous voyons arriver l'annonce de la suppression du bilan de fin de cycle 4 au DNB, à confirmer mais qui correspond à nos mandats, puisque nous le dénonçons depuis des années, on se dit que tout peut arriver... Il n'empêche que cette bonne nouvelle ne suffit pas à masquer tous les problèmes posés par les annonces de M. Attal ce matin et sur lesquelles nous reviendrons dans d'autres instances.

Quant au calendrier de cette année, peu importent l'épuisement des personnels, des élèves et la bonne tenue des examens avec, par exemple, des réunions d'harmonisation qui se font sans avoir les copies en amont pour gagner du temps de correction alors que le choix pouvait être fait d'avancer la date des épreuves. Ce qui compte aux yeux du ministre, c'est de réduire les heures perdues à n'importe quel prix et d'afficher des chiffres satisfaisants aux yeux de l'opinion publique. Car c'est davantage de l'opinion publique dont il se soucie que des élèves ou des personnels qui payent très cher cette politique du chiffre.

A quoi rime de mettre sous pression des personnels et des élèves sommés de préparer des programmes infaisables, notamment en spécialité ? quelle que soit la progression décidée par les collègues, il manquera aux candidats, soit une approche approfondie des points du programme, soit plusieurs chapitres ; en refusant d'alléger les programmes susceptibles de tomber à l'examen, le ministère portera seul la responsabilité des difficultés des candidats face à des sujets qu'ils ne maîtriseront pas. Le temps n'est pas extensible et le contexte (événements climatiques, alertes à la bombe etc.) pèse aussi sur les collègues et les élèves. Il est donc urgent de rectifier le tir et d'annoncer sur quels chapitres les sujets seront centrés.

Et comme si cela ne suffisait pas, se multiplient à nos permanences les signalements de pressions insupportables exercées par les directions d'établissements pour combler la moindre heure de cours non assurée ou les minimiser, quitte à refuser des absences liées aux préparations de sujets ou aux examens.

Cette recrudescence de pressions sur les enseignant.es semble reposer sur une politique du chiffre dont les objectifs à atteindre font fi de toute logique pédagogique, des textes officiels, et du respect le plus élémentaire dû à des enseignants très mobilisés en cette période difficile. La coupe est pleine, les professeur.es vivent très mal ce début d'année, et la nouvelle organisation des épreuves du bac, sans réduction des programmes de spécialités, ne fait qu'accentuer encore l'anxiété des collègues.

Coté EPS le contrôle en cours de formation 1 (sur les 3 annuels) a pris fin il y a quelques jours en classe de terminale en LGT et en LP. Les professeurs d'EPS apprenaient en début d'année qu'un changement de logiciel pour la saisie des notes était décidé : passer de EPS NET à Cyclades. Ce qui ne leur a pas été dit (et toujours pas d'ailleurs) c'est que plutôt que de consigner 3 notes dans la base numérique, il faudra renseigner

pour chacune des trois notes les points attribués à chaque AFL (3 en lycée) et 4 AFLP, en LP. *AFL(P): Attendu de fin de lycée (Professionnel)* ; Résultat : pas moins de 9 à 12 entrées de mentions chiffrées numériques pour chaque élève. Cette information, quand elle arrivera, placera une nouvelle fois dans l'urgence les collègues en les mettant devant le fait accompli et en leur faisant subir une lourdeur administrative de plus. Pour les collègues informés, ils ne savent toujours pas ce qui sera rendu visible aux familles et s'inquiètent d'une énième source de conflit autour de la notation qui viendrait s'ajouter à l'existante. Détailler la notation c'est déjà ce qui est fait dans nos pratiques professionnelles mais quel intérêt à la reporter dans une base et pour en donner l'accès à qui? et pourquoi? Voilà les questions que se pose la profession.

Nous mentionnerons aussi les inquiétudes des collègues exerçant en **lycée professionnel** et qui entendent les annonces du ministère sur la réorganisation envisagée de l'année de terminale dans le cadre de la réforme de la voie professionnelle. En substance, le ministère prévoit une diminution du volume horaire disciplinaire pour assurer plus de présence des élèves de terminale en entreprise. Cela reviendra à augmenter le décrochage en fin de parcours et baisser le taux de réussite des jeunes au diplôme. Le mouvement de grève et de contestation programmé ce 12 décembre sera l'occasion une nouvelle fois de dénoncer l'inexistence d'un réel dialogue social sur cette réforme.

Nous signalerons au cours de ce comité de suivi les problèmes que nous avons relevés dans l'organisation du calendrier proposé ainsi que des situations transmises par des collègues à la FSU. Nous espérons que cette réunion permettra de résoudre certaines difficultés, même si nous avons bien conscience que le MEN impose les conditions d'examens. Nous comptons sur le rectorat de Lille pour communiquer au MEN les points d'achoppement qui n'auront pas été aplanis aujourd'hui.